

d'accroître le produit national brut de quelque 2 milliards de dollars par année. Lorsque le chômage excède 6 p. 100, notre production s'accroît de 6 milliards de moins, accroissement dont un tiers environ prendrait le chemin du Trésor fédéral, provincial ou municipal.

Voici ce qui m'inquiète dans la question du chômage. J'ai la fâcheuse impression que le gouvernement tient le chômage pour un moyen de résoudre le problème de l'inflation. Je vais me reporter à la déclaration faite hier par le ministre et consignée à la page 7337 du compte rendu:

Nous avons constaté qu'à un niveau de chômage de 3½ p. 100, en 1965 et en 1966, nos prix commençaient à diminuer rapidement. Nos coûts montaient beaucoup plus rapidement que ceux des économies concurrentes. Même lorsque le niveau d'emploi a baissé un peu et que la pression exercée par la demande sur nos marchés est devenue moins intense, nous avons constaté que l'augmentation des salaires, des autres coûts, des prix, maintenait tout son élan. C'est la principale contrainte qui s'exerce actuellement sur notre politique.

Si le gouvernement croit qu'un des moyens d'enrayer l'inflation des prix c'est de permettre l'augmentation du chômage, il suit alors une politique qui mènera le pays au désastre.

Le coût de la vie est un autre indice dont je voudrais parler. Il a des répercussions sur chacun des Canadiens. Le ministre a déjà fait observer que l'accroissement du chômage n'a pas fait baisser les prix. Au contraire, le chômage et les prix à la hausse se côtoient. En janvier 1967, l'indice des prix à la consommation s'établissait à 146 comparativement à 152.6 en 1968; le coût de la vie a donc augmenté de 4½ p. 100 en douze mois. Les quatre dernières années, soit depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, le coût de la vie a monté de près de 14 p. 100.

Cela ne provient pas d'une demande accrue. D'ailleurs, les commandes des fabriques, l'an dernier, ne dépassaient pas le chiffre de 3,150 millions de dollars atteint l'année précédente.

• (3.20 p.m.)

Comme l'a signalé hier mon collègue de Waterloo-Sud, nous ne souffrons pas de l'ancienne forme d'inflation où la masse monétaire est trop grande pour les produits trop peu nombreux. Nous sommes dans une situation où un secteur important de l'économie, dominé par les grosses sociétés, a réussi à établir des prix arbitraires qui ne répondent pas aux lois de l'offre et de la demande. Je ne pourrais pas mieux illustrer la situation qu'en citant un passage de la brochure *Monthly Business Analysis* publiée par W. A. Beckett Associates Limited, de Toronto. Le passage suivant se trouve à la page 1:

Les bénéfices réalisés par les sociétés au cours du troisième trimestre de 1967 ont été remarquables vu le faible accroissement de la production réelle. Ces bénéfices étaient dus aux augmentations des prix de gros et à la consommation plutôt qu'à une amélioration quelconque dans le domaine de la productivité et des coûts.

Je demande à la Chambre de bien noter ceci:

... plutôt qu'à une amélioration quelconque dans le domaine de la productivité et des coûts.

Si les prix augmentent, ce n'est pas forcément parce que les frais ou la demande augmentent, mais parce que certaines sociétés peuvent hausser leurs prix comme bon leur semble.

En voici un exemple frappant. Aux termes de l'accord canado-américain sur l'automobile, le gouvernement a remis aux fabricants environ 50 millions de dollars par année; en retour, le prix des automobiles devait baisser au Canada par rapport à celui des États-Unis. Que disent les chiffres? L'écart entre le prix des automobiles au Canada et aux États-Unis en 1964 était de 17.6 p. 100 et en 1967 de 17.5 p. 100; il n'a donc presque pas changé. Même s'ils ont empoché 50 millions de dollars par année, les fabricants d'automobiles ont réussi à maintenir la même différence entre le prix des automobiles fabriquées au Canada et celui que le consommateur américain doit payer. Outre un ralentissement de l'essor économique et une augmentation du chômage, notre pays fait face à une hausse du coût de la vie qui va en s'accélégrant.

Autre indice important: la mise en chantier d'habitations. Il est important non seulement à cause du besoin de logements mais parce que cette industrie, qui touche surtout la main-d'œuvre, permet de déterminer le taux de l'emploi dans notre pays. Bien entendu, c'est un multiplicateur économique, comme je le soulignerai plus tard, car chaque dollar consacré à l'habitation augmente de \$2 la richesse et la production du pays. Selon le Conseil économique du Canada, l'objectif devrait être de construire 193,000 maisons par année. Nous n'avons pu l'atteindre. Nous avons présentement un report de 72,284 maisons pour les deux dernières années, ce qui signifie qu'avec l'objectif de cette année, nous devrions construire 265,000 maisons en 1968. Le ministre a dit hier que le gouvernement espérait mettre 175,000 maisons en chantier